

Table des matières

Note des éditeurs.....	5
Philippe Le Failler Introduction.....	7
Élizabeth Rabut Allocution d'ouverture et rapport de la première séance plénière.....	11
John Kleinen Ethnographic praxis and the colonial state in Vietnam.....	15
Nguyễn Thế Anh Les sources pour l'histoire économique du Viêt Nam au XIX ^e siècle.....	49
Georges Condominas Rapport de la seconde séance plénière.....	61
Iya V. Gaiduk The Soviet role in U.S. peace initiatives towards North Vietnam 1966 – 1967.....	63
Phan Gia Bân Contribution des chercheurs de Hô Chi Minh Ville.....	73
Stein Tønnesson Problèmes de l'utilisation des archives des services secrets dans les recherches sur le Viêt Nam pendant la deuxième guerre mondiale.....	77
Rapport d'atelier : Viêt Nam traditionnel, Littérature, Anthropologie.....	87
Alain Forest Autour des lettres des missionnaires du Tonkin (1666-1792).....	89
Martin Groscheim Village laws (huong uoc) as a source for Vietnamese studies.....	103
Nguyễn Văn Hoan La littérature populaire vietnamienne, une source de documents pour l'histoire du Viêt Nam.....	125
Jean-Louis Margolin Rapport de l'atelier : Politique et relations internationales au XX ^e siècle.....	131
Thomas Engelbert Perceptions sur les Hoa après 1975 d'après des sources vietnamiennes et allemandes.....	139
Mari Olsen The USSR and Vietnam: 1954–1956.....	157
Sophia Quinn-Judge Ho Chi Minh: New perspectives from the Communist files.....	171
Nguyễn Thế Anh Rapport d'atelier : Typologie de sources et techniques.....	189
Arthur J. Dommen Les archives sur le Viêt Nam aux États-Unis.....	191

Jean Marie Mancini	
Les fonds documentaires sur les communications coloniales :	
Le cas spécifique du Viêt Nam, terre lointaine.....	201
Frédéric Mantienne	
Les Archives de la Société des Missions Étrangères de Paris.....	217
Christiane Pasquel Rageau	
Institutions coloniales, recherche scientifique et histoire de la bibliographie de l'Indochine : le cas du Viêt Nam.....	229
Daniel Hémerly	
Rapport d'atelier : Société, culture, économie, à l'époque coloniale.....	245
Laurence Monnaï-Rousselot	
Les médecins de l'Indochine française : un microcosme méconnu.....	251
Gilles de Gantès	
La première "mise en valeur" du Viêt Nam au début du XX ^e siècle : les sources françaises et leurs limites	265
Damien Deschamps	
Les sources scientifiques et la politique indochinoise de Jean-Louis de Lanessan	279
Ta Thi Thuy	
L'occupation française des terres au Tonkin à la fin du XIX ^e siècle et au début du XX ^e siècle	293
Stein Tønnesson	
Rapport d'atelier : Le Viêt Nam d'aujourd'hui	303
Christian Taillard	
Réformes économiques et aménagement du territoire au Viêt Nam	307
Tran Ngoc Ca	
The determinants of development: recent changes in Vietnam.....	327
Charles Macdonald	
Rapport de la troisième séance plénière.....	349
Philippe Langlet	
L'historiographie d'État au siècle des Nguyễn	351
Phan Huy Lê	
Les anciens cadastres de Hanoi.....	363
Charles Fourniau	
Pour un essai de synthèse générale	379
Trinh van Thao	
Notes sur le second colloque EUROVIET de 1995.....	389
À la mémoire du père Léopold Cadière.....	395
Programme de la conférence EUROVIET.....	397
Table des matières.....	405



Publications de l'Université de **P**rovence

29, avenue Robert Schuman / 13621 Aix-en-Provence Cedex 1

*Problèmes de l'utilisation des archives des services secrets dans les
recherches sur le Viêt Nam pendant la deuxième guerre mondiale*

par

Stein Tønnesson*

La Deuxième Guerre mondiale n'était pas seulement une guerre armée et de propagande, mais aussi une guerre de renseignements. Les services secrets d'avant guerre ont gonflé leurs administrations, activités et réseaux d'informateurs. Une multitude de nouveaux services, tels l'*Office of Strategic Services* (OSS) et la *Direction Générale des Études et Recherches* (DGER), ont été fondés. Ils ont mené directement des luttes et rivalités entre eux et ont pesé par leurs informations, analyses et conseils sur les décisions stratégiques des généraux et des chefs d'État. Dans cette guerre mondiale de renseignements, l'Indochine et la Thaïlande ont joué des rôles particuliers parce qu'ils ont préservé, tout en faisant partie de la sphère de la Grande Asie Orientale, leurs régimes politiques d'avant-guerre. Ces régimes sont entrés, en 1944, en rapport clandestin avec les services secrets alliés. L'Indochine et la Thaïlande ont constitué pendant toute la guerre des sources importantes pour les agences alliées de renseignements sur les dispositifs et intentions japonaises.

Pour l'historien des aspects internationaux de la Deuxième Guerre mondiale, les dossiers des services de renseignement représentent une source incontournable. Il va de même pour tout chercheur qui veut étudier à fond l'histoire politique interne du Viêt Nam dans les années quarante.

Les dossiers secrets sont importants comme sources historiques de trois façons bien différentes :

Premièrement, les services secrets ont rassemblé, systématisé et classifié énormément d'informations sur un très grand nombre de sujets, et il s'agit souvent d'informations qu'on ne trouvera pas ailleurs, par exemple sur la météorologie, le morale, les mentalités ou états d'esprit, et sur beaucoup de questions qui sont normalement considérées comme privées. Par leur goût pour le petit détail, les services secrets ont créé un genre d'archives représentant le même type d'intérêt que les dossiers de

* Institut Nordique de Recherches sur l'Asie (NIAS), Copenhague

l'inquisition qu'a utilisés Emmanuel Le Roy Ladurie dans sa fameuse étude sur le village de Montaillou.

Deuxièmement, les services secrets ont influencé les décisions des gouvernements et des commandants militaires. Quand nous recherchons les causes des grandes décisions politiques et stratégiques il faut donc bien méditer le rôle joué par ces services.

Et troisièmement, les services secrets ont aussi eux-mêmes pris beaucoup de décisions et ont agi de leur propre gré. Ils sont donc intéressants comme acteurs historiques. Leurs actions, luttes et rivalités ont fait partie intégrante de la guerre mondiale et des luttes en Indochine, et devront être étudiées comme telles.

Il est alors d'une grande importance pour l'historien d'avoir l'occasion de les utiliser — et de savoir comment utiliser — les archives des services secrets. Pourtant ceci est difficile et compliqué, cela aussi pour trois raisons :

Premièrement, les archives des services secrets sont le plus souvent non communicables. Aux États Unis beaucoup de dossiers de l'ancien OSS (*Office of Strategic Services*) ont été transférés par la CIA (*Central Intelligence Agency*) aux National Archives où ils sont depuis quelques années accessibles pour les chercheurs. Au Public Record Office à Londres on dit que les dossiers du SOE (*Special Operations Executive*) sont maintenant aussi accessibles. Par contre, je suppose que les dossiers de la DGER (*Direction Générale des Etudes et des Recherches*) restent toujours dans les caves du SDECE (*Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage*). De même, cela semble être le cas pour les dossiers secrets survivant des organismes qu'a dirigés le Viêtminh et qui se trouvent bien cachés, je suppose, dans les archives du Parti Communiste Vietnamien à Hanoi. Pour les dossiers japonais, beaucoup semblent avoir été détruits en août 1945. D'autres ont été pris en charge par les services britanniques et peuvent être étudiés à Londres (parfois on trouve des copies et traductions de documents japonais dans les archives françaises). Les archives du gouvernement de Chiang Kai-shek semblent avoir été partiellement détruites, partiellement laissées derrière à Nanjing et partiellement transférées à Taïwan. Les archives thaïlandaises restent non communicables. Je ne sais pas à quel point les services de renseignements soviétiques ont été tenus au courant de la situation en Indochine pendant la Deuxième guerre mondiale, mais je suppose que les dossiers indochinois du Kremlin sont maintenant accessibles. Nous avons donc assez de documents pour entamer une enquête internationale dans ce domaine, mais il faut attendre une ou deux générations pour compléter nos connaissances.

La deuxième raison pour laquelle l'utilisation des dossiers secrets est difficile, c'est qu'on a eu pendant la Deuxième Guerre mondiale une floraison de multiples organismes et réseaux. Beaucoup de militaires, administrateurs, policiers, hommes d'affaires et intellectuels ont été attirés par le danger du secret ou par la vocation nationale ou antifasciste. C'est pourquoi ils ont formé leurs propres réseaux privés qui se sont souvent doublés les uns les autres et qui ont cherché des clients dans les organismes des gouvernements et des armées. Le chercheur se trouve donc devant une jungle, clandestine, de groupuscules, réseaux et antennes qui se cachent derrière un tas d'abréviations, noms de codes et pseudonymes. Une des premières conditions pour la bonne utilisation d'une archive est que le chercheur connaisse assez bien l'institution et le personnel qui ont rassemblé et rédigé les dossiers là dedans. Mais cela est beaucoup plus difficile pour les services secrets que pour les organismes officiels, précisément à cause du secret dont ces services ont entouré leurs activités.

La troisième difficulté concerne la valeur des dossiers secrets en tant que sources historiques. Le chercheur qui se base sur ce genre de sources est obligé de résoudre de très grands problèmes de vérification et d'interprétation. Souvent les documents ne citent pas l'origine de leurs informations. Parfois l'origine n'est indiquée que par une évaluation de sa fiabilité : "source normalement bien renseignée" ou par des codes comme A1, A2, A3, B1, etc. Il est donc extrêmement difficile de contrôler la véracité des informations données. Ce problème est aggravé par le fait que les renseignements des services secrets sont très souvent manifestement faux ou même fantaisistes. Les services secrets se sont engagés dans ce qu'on pourrait appeler un trafic de mensonges. Il ne s'agit pas seulement de simples rumeurs ou de mensonges produits localement par les vendeurs d'informations, mais de mensonges fabriqués systématiquement. Pendant la Deuxième Guerre mondiale la désinformation a été hautement institutionnalisée et bureaucratisée. Bon nombre d'officiers militaires de très haut grade et qualité n'ont eu d'autre devoir que de fabriquer des mensonges fiables. Le problème du mensonge fiable est que pour être fiable il doit contenir beaucoup de vérité. L'historien ne peut donc pas se contenter de distinguer entre dossiers fiables et dossiers non-fiables. Il faut filtrer les informations de la même façon que les services de renseignements eux-mêmes ont essayé de le faire à l'époque. Il n'est peut-être pas surprenant que beaucoup d'historiens aient tendance à reculer devant une telle tâche et qu'ils laissent le champs aux journalistes et aux agents retraités.

Pourtant il serait fâcheux de reculer devant les difficultés. Aux trois problèmes mentionnés correspondent trois tâches à entamer par les documentalistes et chercheurs :

D'abord, il faut essayer de reconstruire ce qu'a été la guerre de renseignement à la base des sources déjà disponibles. Il est tout à fait possible de faire des recherches importantes à partir des documents qui sont déjà accessibles. Il ne faut pas désespérer ou dire qu'il faut attendre l'ouverture d'autres archives. Au fur et à mesure que le temps passe, de nouvelles archives seront communicables ; il faut essayer de faire pression pour hâter cette ouverture. En plus, il est possible, dès maintenant, de reconstruire les activités des services secrets à la base non seulement des dossiers secrets de l'OSS et du SOE, mais en les complétant par des sources orales, des souvenirs, des témoignages, des fonds privés et, surtout, par des documents qui se trouvent dans les fonds des services non-secrets. Dans les archives militaires, diplomatiques et des ministères et cabinets on retrouve beaucoup d'informations émanant des services secrets. Pour justifier leur existence ces services ont évidemment dû distribuer leurs rapports et bulletins de renseignements à beaucoup d'organismes et personnalités qualifiés qui les ont classés et donc laissés aux archives. En plus les unités militaires ont eu leurs propres deuxièmes bureaux, et les services secrets ont fait des études l'un sur l'autre, souvent rétrospectives¹. Après la capitulation japonaise, les Américains, Britanniques et Français ont produit, à base de documents confisqués et des interrogatoires, des études fort utiles sur les agissements des services japonais en Indochine pendant la guerre.

La deuxième tâche est d'inventorier les services secrets et les réseaux existants en Indochine pendant la guerre mondiale. Pour ne pas perdre la vue d'ensemble qui est essentielle pour la compréhension de la guerre de renseignement, cet inventaire doit être international. On peut distinguer quatre genres de services :

a) les services américains et britanniques de SIGINT (*Signal Intelligence*) qui ont mis sur écoute et puis déchiffré les télégrammes échangés entre Tokyo et ses représentants en Indochine et aussi sans doute les échanges entre l'Indochine et Vichy. Ces services n'ont été représentés sur place que par des stations d'écoute et n'ont donc pas agi sur la scène indochinoise, mais ils ont rassemblé énormément de renseignements qui ont pu être traduits et analysés aux États-Unis et (sans doute) en Angleterre pour être mis à la disposition du président, du premier ministre et de leurs principaux collaborateurs. On a pu établir, par exemple, que les services américains furent tout à fait au courant des préparatifs japonais pour le coup contre l'administration française le

¹ Voyez par exemple "Synthèse spéciale sur les Activités des Services Spéciaux Américains dans le Sud-Yunnan et en Indochine", Bulletin de renseignements n°83/EM/P2 de la 2^e Section de l'État Major Particulier du Haut Commissaire, Saïgon le 3 mars 1946, Service Historique de la Marine, UU-FT-1.

9 mars 1945 (sans qu'ils aient, semble-t-il, trouvé bon d'informer le gouvernement français)¹.

b) les services gouvernementaux des pays alliés opérant sur l'Indochine à partir des bases aux Indes ou en Chine. Il s'agit de la Force 136 de la SOE britannique, opérant à partir de Calcutta ; de l'OSS américain dont les opérations en Asie se concentraient surtout sur la Chine et le Siam ; de l'organisation du chef des services secrets de Chiang Kai Shek à Chongqing, le Général Tai Li, et de la DGER française qui opérait à l'intérieur de la SOE à partir de Calcutta et qui a réussi vers la fin de la guerre à s'implanter aussi dans le sud de la Chine par une Mission Militaire Française (MMF). Puis il ne faut pas oublier que toutes les grandes unités militaires de tous les pays alliés disposaient de leurs propres services de renseignements. Jusqu'à la fin de 1944, date à laquelle l'OSS a pris en charge les réseaux américains en Chine, le Navy Group (organisé par le Commodore Miles) a joué un rôle important dans l'optique américaine en Chine, en étroite collaboration avec le Général Tai Li.

c) les services gouvernementaux de l'administration française en Indochine. Il s'agit surtout du Bureau de Statistique Militaire (BSM) et de la Sûreté Intérieure. En 1944 ces deux services sont entrés en liaison constante avec les Alliés et ont fourni des informations détaillées et de grande valeur aux services américains, britanniques et gaullistes. Le BSM et la Sûreté ont été supprimés du fait du coup de force japonais du 9 mars 1945, ce qui a créé une véritable crise de renseignement pour les Alliés. Cette crise a été une des raisons de l'établissement au printemps 1945, d'une étroite coopération entre l'OSS et le Việtminh. L'OSS voyait dans le Việtminh un réseau qui pourrait compenser la perte d'information après la disparition des services français.

d) les services japonais en Indochine. Dans la littérature anglaise il y a une propension à mettre l'étiquette "Deuxième Bureau" sur tout ce qui vient des services secrets français. Il y a une tendance semblable à appeler tout ce qui vient des services spéciaux japonais "Kempeitai" (la police militaire). En réalité les Japonais ont disposé de plusieurs services indépendants. Ils ont même créé en 1944 un nouveau service en Indochine avec l'unique tâche de préparer le coup contre l'administration française

¹ *Magic Far East Summary Naval Section, Page N-1, N°313, 10.1.45, United States National Archives, Record Group 457, Box 4, folder 11 ; document H-171612, 3.3.45, cité dans "Recent Political Developments in French Indo-China", PSIS 400-6, 6.4.45 (rapport fondé sur des dépêches japonaises interceptées dans la période 9.1.44 à 15.3.45), du même Record Group, SRH-095, pp. 13-14. Pour une analyse de ces documents dans leur contexte historique, voyez Stein Tønnesson, *The Vietnamese Revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*, London : SAGE, 1991, pp. 190, 224, 237 (note 253).*

qui a été exécuté le 9 mars 1945. Tâche accomplie, ce service a été dissous. Les rapports qui ont existé entre certains services japonais et le Viêtminh est un sujet fort intéressant qui reste à explorer. Après la guerre des centaines d'officiers japonais ont servi dans les rangs du Viêtminh, notamment comme instructeurs¹.

e) Les services locaux et non-gouvernementaux qui ont fourni des informations aux Alliés tout en poursuivant leurs propres buts politiques et économiques. Il a existé de petits réseaux proprement gaullistes, mais les deux réseaux locaux les plus importants ont été le GBT-group et le Parti Communiste Indochinois. Le GBT-group était un réseau organisé par des hommes d'affaires et dirigé par le chef de la Texaco en Indochine, le citoyen canadien Laurie Gordon (le nom GBT venait des noms des trois hommes principaux : Gordon-Bernard-Tan). En utilisant ses contacts dans l'administration vichyste ce groupe a fourni des renseignements précieux aux Alliés jusqu'au 9 mars 1945. Le Parti Communiste Indochinois (PCI) avait été quasi-détruit par le régime Decoux en 1940-41, mais se reconstituait pendant la guerre, surtout dans le nord, sous le couvert du front Viêtminh. Le Viêtminh a créé sa propre armée et bénéficiera de toutes ses chances auprès des services alliés au printemps 1945, quand les réseaux se fondant sur la population européenne furent détruits. Les communistes vietnamiens ont alors offert leurs services aux divers organismes chinois, américains et même français au sud de la Chine, et ont obtenu en échange de l'argent, des armes et un prestige local².

Ce que je voudrais préconiser c'est l'établissement d'un inventaire international des services et des réseaux secrets opérant en Indochine pendant la Deuxième Guerre mondiale (peut-être aussi avant et après la

1 L'actuel intensification des rapports entre le Japon et le Viêt Nam peut contribuer à éclaircir les rapports entre l'armée japonaise et le Viêt Minh pendant et après la deuxième guerre mondiale. Le *Vietnam Courier (Courrier du Vietnam)*, n°114, 5-11 novembre, 1995, contient par exemple un article commémoratif sur "le seul général de l'armée impériale du Japon" (Kazuhisa Ikawa) à avoir servi dans les rangs du Viêt Minh aux débuts de la première guerre d'Indochine.

2 Un livre curieux a été publié à Paris en 1994, postulant l'existence d'un troisième réseau tout à fait inconnu à la fois par les historiens et les anciens d'Indochine : le *FB3-Indo*, un réseau créé, selon l'auteur, par des francs-maçons. Le livre a été publié en deux volumes sous le pseudonyme de Gilbert David : *Chroniques secrètes d'Indochine*, Paris, l'Harmattan, 1994. Il contient beaucoup d'informations largement correctes, mais encore plus d'erreurs et de pures fantaisies. Jean Deuve, qui fut parachuté au Laos à l'époque, a rédigé en mars 1994 une "Relevé d'erreurs, de faussetés et d'inexactitudes" et "d'invasiveness" dans ce livre qui est sans doute un faux, fabriqué par quelqu'un utilisant des archives, mémoires et travaux historiques comme base de son récit. Pourtant on se demande si l'auteur a pu aussi avoir accès aux archives privées ou franco-maçonniques qui auraient pu être mieux exploitées par un vrai historien.

guerre), avec indications de structure hiérarchique, les noms des principaux dirigeants, l'emplacement de leurs archives et une information bibliographique.

La troisième tâche est la plus difficile. C'est d'établir une méthodologie pour la vérification et interprétation des sources émanant de services secrets, fondée sur les principes de base de la science historique empirique. Pour le moment je me limite à quelques remarques :

Cette tâche s'apparente à celle que les analystes des services secrets ont essayé d'accomplir à l'époque même. Les recherches de l'historien ressemblent en effet au travail de l'agent secret : rassembler le plus grand nombre possible de sources écrites et orales, les systématiser, puis évaluer leur validité et crédibilité afin de rédiger un rapport bien pointu. La différence est que l'historien a le droit de publier ses rapports. Étant donné ces ressemblances il n'est guère surprenant que le premier chef du Research Department de l'OSS ait été un professeur d'histoire fort célèbre : William L. Langer de l'Université de Harvard. Pendant la guerre il a été possible pour les services secrets de recruter quelques uns des meilleurs cerveaux des universités américaines et européennes, bien motivés par un esprit antifasciste. Aujourd'hui il serait avisé d'établir des contacts entre les anciens analystes des services secrets et de jeunes historiens pour que ces derniers aient la possibilité d'apprendre les techniques de vérification et d'interprétation.

Mais, avant de commencer à analyser les sources, il est important que l'historien décide de quelle façon il veut les utiliser. Il faut distinguer entre trois façons d'exploiter les sources, et chacune exige une stratégie différente :

On peut d'abord s'intéresser à la guerre de renseignement en tant que sujet à part. Tous les côtés ont dépensé beaucoup de ressources dans cet aspect de la guerre, ce qui montre qu'il mérite d'être étudié. Dans une étude sur la guerre de renseignement à proprement parler il n'est pas essentiel d'évaluer la crédibilité des renseignements rassemblés. Ce qui compte c'est de reconstruire les structures, actions et mentalités des services eux-mêmes et les relations précises (luttons, rivalités, coopération) entre eux. Pour une telle interrogation le plus important n'est pas d'avoir accès aux archives (énormes) de matières, mais de consulter les archives opérationnelles : les vestiges des activités du service lui-même. Quand on exploite les sources en tant que vestiges il est sans importance si la source est vraie ou fausse. Un mensonge est un vestige aussi bien qu'une vérité. Mais le chercheur qui s'intéresse aux services secrets eux-mêmes se heurte vite au problème de la non-communication : les services secrets semblent encore plus réticents à ouvrir leurs archives opérationnelles que leurs archives de matières. Il est évidemment plus facile d'avoir accès aux

rapports faits par un service sur les activités d'un autre, mais dans ce cas on n'évite pas les problèmes de vérification.

Le deuxième type d'interrogation concerne l'influence des services secrets sur les décisions et actions des gouvernements et commandements. Dans quelle mesure ces derniers ont-ils utilisé les informations fournies par leurs services secrets ? Dans quelle mesure ont-ils suivi les conseils des chefs de leurs services de renseignements ? Et dans quelle mesure ont-ils utilisé les services secrets dans l'exécution d'une politique (comme services d'action). Pour répondre à ce genre de questions on n'obtient pas grand-chose en exploitant les archives des services secrets eux-mêmes. Chaque service a tendance à exagérer sa propre importance. Il s'agit souvent ici d'une compétition entre divers services, secrets et non-secrets. Il convient donc de voir ce qu'ils disent l'un sur l'autre. Mais le plus important est d'avoir accès aux dossiers des chefs politiques et militaires du plus haut niveau, leurs notes et carnets ainsi que les dossiers de leurs confidentiels les plus proches. Un très grand problème sur ce point est que les chefs d'état n'ont que Dieu ou le Peuple au-dessus d'eux-mêmes et ne sont donc pas obligés de rendre compte de leurs actions (sauf publiquement). Les décisions des chefs d'état laissent donc souvent peu de traces dans les archives. Ils transmettent leurs instructions oralement à leurs proches collaborateurs. Si, par exemple, un historien de la politique du gouvernement français en 1944-45 décide de fonder son récit étroitement sur les documents des archives gouvernementales le Général de Gaulle deviendra une figure énigmatique, souvent évoquée mais ne s'exprimant presque jamais.

Le troisième genre d'interrogation ne concerne pas les services secrets ou leur influence, mais les sociétés, conditions et événements auxquels les services se sont eux-mêmes intéressés. Le chercheur qui s'engage dans une telle interrogation s'intéresse aux archives des services secrets pour ce qu'elles racontent sur la société vietnamienne pendant la guerre : les activités politiques clandestines, les sectes religieuses, les états d'esprit, les personnalités, le trafic d'opium, les conditions de vie, etc. Ce chercheur se concentre sur les archives de matières et se met dans l'obligation de trouver des méthodes pour évaluer la véracité de chaque renseignement exploité. Cette évaluation peut se faire soit en se fondant sur l'évaluation faite à l'époque par le service lui-même, soit en établissant le plus exactement possible la provenance du renseignement, soit enfin en comparant ce renseignement avec d'autres renseignements indépendants.

Voilà mes réflexions sur l'exploitation scientifique des archives des services secrets, un type de service qui eut une très grande importance

justement pendant la Deuxième Guerre mondiale et qui ne l'a pas perdue par la suite¹.

Déjà avant la Deuxième Guerre mondiale, l'Indochine Française avait développé un état policier. Avec les développements techniques de l'après-guerre, avec les dures nécessités des deux guerres d'Indochine et de la guerre froide on a vu un gonflement formidable des services secrets et de leurs archives. Les archives américaines contiennent une masse d'information considérable sur le Viêt Nam des années soixante. Le Viêt Nam communiste de l'après 1954 et 1975 a de sa part hérité de l'Indochine Française un goût pour les systèmes policiers et de renseignement militaires. À Hanoi il existe donc sans doute des milliers de dossiers secrets sur toutes sortes de choses. Si toutes ces archives sont bien gardées et préservées elles vont constituer pour les futures générations une source d'énorme richesse sur les conflits, les meurs, les angoisses et paranoïas du siècle qui va bientôt s'achever.

Dans les années 80, les deux superpuissances ont été dirigées, pendant une certaine période chacune, par des anciens dirigeants des services secrets : Youri Andropov et George Bush.

